

Recherches sociographiques



Nadis FAHMI-EID, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine qu milieu du XIXe siècle*

Jean-Jacques Simard

Volume 20, numéro 3, 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055857ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055857ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simard, J.-J. (1979). Compte rendu de [Nadis FAHMI-EID, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine qu milieu du XIXe siècle*]. *Recherches sociographiques*, 20(3), 412–414.
<https://doi.org/10.7202/055857ar>

Daniel Johnson fut sans doute celui qui sut maintenir la coalition la plus large et l'équilibre le plus délicat entre ses collaborateurs. Pour refaire son image, il s'entoura de communicateurs, mais quelques ministres et surtout quelques hauts fonctionnaires de même que des hommes de parti l'influençaient également.

Jean-Jacques Bertrand, au contraire, s'aliéna plusieurs de ses ministres et ne faisait guère confiance aux hommes de parti, pas plus qu'aux fabricants d'image. Il adopta un style hiérarchique de gouvernement, où le secrétaire général du Conseil exécutif tenait une grande place.

Du style de Robert Bourassa les auteurs disent qu'il fut quasi présidentiel. Les ministres n'ont guère de poids, mais cinq ou six hauts fonctionnaires sont influents. Ce sont quelques hommes de parti et quelques fabricants d'image qui sont les principaux conseillers du premier ministre.

Enfin, avec René Lévesque la coalition prend une forme bien différente. Plusieurs ministres et leurs cabinets ministériels pèsent lourd, dans un gouvernement qui est plus collégial que quasi présidentiel. Les hauts fonctionnaires n'ont plus beaucoup d'influence et les fabricants d'image cherchent à vendre une idée, celle de la souveraineté du Québec. L'image du chef de gouvernement quant à elle n'a pas besoin d'être vendue.

Les deux auteurs (sur la couverture et sur la page frontispice le nom de Pierre O'Neill est écrit en plus gros caractère que celui de Jacques Benjamin) connaissent bien les entourages qu'ils décrivent. Pour eux, c'est là que réside le *vrai* pouvoir. Ils semblent oublier que les premiers ministres ont d'autres connexions que celles de leurs entourages, que ces entourages filtrent plus ou moins ce qui vient d'ailleurs, et que les choix gouvernementaux ne recouvrent pas tous les choix publics qui sont significatifs du « pouvoir » dans une société. D'ailleurs on nous montre assez peu les entourages à l'œuvre dans les politiques gouvernementales. Leur pouvoir y est davantage présumé que décrit.

À plusieurs endroits de l'ouvrage on parle de sondages sans en indiquer la source exacte. Certains de ces sondages apparaissent farfelus, dont ceux (p. 44) qui auraient révélé que l'Union nationale talonnait de près le Parti libéral au début de la campagne électorale de 1962. Le seul sondage sérieux que l'on connaisse (celui du Groupe de recherche sociale) indiquait exactement le contraire.

Malgré ces limites, que les auteurs auraient pu signaler, l'ouvrage est le premier à explorer de façon aussi bien informée les entourages des premiers ministres québécois. Il y a là d'utiles données qui pourront être intégrées avec d'autres dans des études plus complètes sur les structures des relations de pouvoir au Québec.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

Nadia FAHMI-EID, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, 318p. (« Cahiers du Québec: histoire », 41.)

Impeccable. Si les critères académiques étendaient leur empire sur toute œuvre à destination sociographique, il faudrait couler le livre de Nadia Eid dans le bronze, pour servir d'étalon. À ceux que déroutent la prose bureaucratique des « Écoles des gradués » je dis: singez ce livre, c'est ainsi qu'on fait une thèse.

Une « introduction », d'abord, qui *introduit*. Qu'est-ce que l'ultramontanisme, qu'est-ce qu'une idéologie? En quoi l'idéologie ultramontaine constitue-t-elle le discours d'un groupe social distinct, jouissant d'une identité propre, occupant une place spécifique au sein de l'échiquier social

et ayant, comme tel, des intérêts particuliers à défendre » : le clergé canadien-français, accroché aux bouées pré-capitalistes dans une société en voie d'industrialisation, et coincé entre l'Anglais, la petite bourgeoisie libérale aspirant aux Lumières, et les moutons de Saint-Jean-Baptiste débauchés par la prolétarisation ?

« Le contexte historique » amène des réponses. Après 1840, les évêques ont encore froid dans le dos : le climat des insurrections. Bavures, impatiences, voire insubordination dans les rangs du bas-clergé et des laïcs ; des habitants n'avaient-ils pas profité de la chienlit pour démettre leur pasteur ? Voici maintenant qu'en ville, les rassembleurs protestants de la French Canadian Missionary Society chuintent aux oreilles du peuple tandis que les roquets du rougisme, ces « pygmées » de l'Institut canadien, bavent sur la propriété et cherchent le bonheur dans l'annexion aux États-Unis quand ce n'est pas la séparation de l'Église et de l'État. Et en plus, on manque de prêtres, de *cadres* ! Au parlement, les seigneurs et les gens de basoche du bon parti réformiste-conservateur, promus au gouvernement responsable, voudraient bien opposer au fric de leurs collègues de la bourgeoisie marchande « anglaise » une espèce de légitimité populaire, nationale. Pourquoi pas divine ? suggère l'évêque pourvu de garder « le droit de faire des lois qui obligent en conscience et auxquelles l'État doit se soumettre ». On sent l'alliance naturelle. L'Église au camp conservateur et les conservateurs du côté des vérités éternelles dont la nation canadienne se trouve providentiellement dépositaire. Ces complicités « assureront, comme dit un jésuite, la soumission de l'État à l'Église, et l'État dépendant de l'Église (*bis*) sera soumis à Dieu ». C'est, cinquante ans avant l'heure, le centralisme démocratique.

Il faut encore deux choses (car on ne bâtit pas l'éternité sur des collusions conjoncturelles) : un *appareil* et une *ligne juste*. À défaut d'un Lénine, l'évêque de Montréal fera l'affaire. Beau comme un cœur (on dirait le chanfrein des petits-zoiseaux, Pierre Létourneau, permanente en moins), Bourget marie l'idéologue borné et l'administrateur redoutable : il a tout pour réussir. Le voici en Europe, recruteur de soutanes flétries pour renchâsser l'Église canadienne : les Oblats (1841), les Jésuites (1842), les Dames de Sacré-Cœur (1842), les Sœurs du Bon-Pasteur (1844), les Pères de Sainte-Croix (1846) et les Clercs de Saint-Viateur (1847) ; pétri de sa main, le terreau autochtone donne de son côté : Les Dames de la Charité (1841), les Sœurs de Jésus et Marie (1843), les Sœurs de la Providence (1844), les Sœurs de la Miséricorde (1848), les Sœurs de Sainte-Anne (1850). Tant pour l'encadrement.

Restent la mobilisation des larges masses, l'agit-prop, la spontanéité organisée. L'ardeur des recrues françaises passe dans les « retraites » urbaines et les « missions » rurales. On bénit des reliques, lance des « quarantaines », entreprend des pèlerinages, gagne des indulgences. On s'enrôle dans les « sociétés de tempérance » où tonitruent ce tribun de Chiniquy (que les emportements hystériques mèneront à l'apostasie — quand même, quelle édulcoration, de Chiniquy à ces adolescents de ma jeunesse qui donnaient du « *Don't be cruel* » à la guitare sèche dans les sous-bassements d'églises prêtés aux « soirées Lacordaire », devant des auditoires de marginaux anti-alcooliques médusés de se voir servir du Presley au lieu de Savonarole).

La *ligne juste* appartient, quant à elle, aux idéologues ultramontains. Des journalistes ou pamphlétaires laïcs comme Testard de Montigny, Alphonse Ouimet et Alphonse Desjardins (futur papa des caisses pop) ; des clercs venus de tous les azimuts hiérarchiques, éducateurs, enseignants ; et tout ce monde abreuvé par M^{grs} Bourget et Laflèche (des Trois-Rivières). Les deux cents pages qui suivent — le gros du volume — s'attardent à décortiquer le discours ultramontain. Vous voyez le genre : introduction, citation, paraphrase, citation, paraphrase, point et virgule, sous-titre, citation, paraphrase, citation, paraphrase, résumé-conclusion, point, chapitre. « La dimension politique du discours idéologique ultramontain », « Les idéologies politiques adverses dans le discours... etc. », « La dimension religieuse... », « La dimension sociale et nationale... ». Quel pensum ! Mais c'est bien fait, dans les circonstances : le dépeçage de la matière étudiée trahit un scalpel aguerri, maître de la transparence, érudit sans flagornerie, intelligent, besogneux, *professionnel*. Un dernier chapitre, passant « de la théorie à la pratique », montre les succès du *lobby* ultramontain auprès des législateurs — en matière d'éducation surtout — et les échecs relatifs

encourus sur le front des cercles intellectuels : même pour des ultramontains, la puissance divine passait par l'État ou ne passait pas.

Ce livre n'intéressera pas le profane, car il est de ceux qui permettront à des générations de chargés de cours de citer les ultramontains sans les lire. C'est un pilier de bibliothèque pour les généralistes, une formalité académique pour les spécialistes de l'époque ou de l'histoire des idées, au Québec. Un de ces livres qui ne se vendent pas mais qui refusent de mourir, coins frisés, pages jaunies, essentiels et introuvables pour ceux que le métier obligera à chercher.

Style discipliné jusqu'à l'effacement complet de l'auteur, aisance consommée à servir le jargon — « vécu », « hégémonie », « formation sociale » — sans avoir l'air parvenu, doigté admirable dans la suppression des redites, solides références, bibliographie presque exhaustive, index, coquilles expurgées, bref : un ouvrage doté de l'autorité discrète d'un petit tailleur Chanel ou d'un complet gris de Saville Row. Seule dissonance : un titre de silicone, qui promet plus qu'il ne livre, d'ailleurs racheté par son sous-titre d'une parfaite franchise. Cela vous donne, forcément, une prose qui ressemble aux maisons d'un quartier de promoteur : pratique et distinguée selon les clichés d'un milieu moyen et poli, condamnée à une originalité de motifs décoratifs et de placages en façade. Ce n'est pas moi qui en ferai le reproche à Nadia Eid : elle a choisi de se retirer derrière les textes originaux, comme l'assiette en bel étain où l'on sert les faisans montés et les saumons en gélatine.

Hurtubise, l'éditeur, eut bien fait de laisser aux presses universitaires la tâche de donner à ce livre une reliure cartonnée. On ne concurrence pas les recettes de Sœur Berthe avec celles de M^{gr} Bourget.

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Gérard PARIZEAU, *La Chronique des Fabre*, Montréal, Fides, 1978, 352p.

Cet ouvrage intéressant et agréablement écrit n'est pas l'œuvre d'un professionnel mais d'un de ces nombreux amateurs érudits dont les patientes recherches jalonnent l'historiographie québécoise, complétant les travaux plus rigoureux ou plus profonds des universitaires.

L'auteur a choisi de suivre une famille montréalaise, les Fabre, bon exemple de réintégration d'un milieu patriote bourgeois à l'*establishment* social et politique canadien, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Les Fabre occupent en effet une position privilégiée. Le père, Édouard-Raymond, à qui l'historien Jean-Louis Roy a déjà consacré une monographie, fut un ami de Papineau et un des premiers libraires montréalais. Trois de ses enfants, ceux auxquels Gérard Parizeau consacre l'essentiel de sa *Chronique*, ont acquis une certaine notoriété dans des domaines et des milieux sociaux forts différents. Le fils aîné, Édouard-Charles, sera, de 1876 à 1896, le successeur fidèle de l'ultramontain Monseigneur Bourget. Un second fils, Hector, deviendra sans doute le premier diplomate canadien-français puisqu'il occupera, de 1882 à sa mort, en 1910, le poste d'agent des gouvernements canadien et québécois à Paris. Une fille, Hortense, épouse, en 1846, Georges-Étienne Cartier, principal artisan du ralliement du Québec à la Confédération.

Grâce à cette famille omniprésente et cosmopolite, c'est de trois points de vue complémentaires que nous observons les problèmes politiques du Canada de cette époque et leurs implications internationales du côté de Rome, de Paris et de Londres.

Malheureusement, en bonne partie à cause de la disparition des documents concernant Hortense, l'analyse demeure au niveau de la vie publique des protagonistes, sans pousser assez loin